

- RAPPORT DE VISITE -

Vérification périodique de fonctionnement et d'entretien d'une installation d'assainissement non collectif dont la charge brute de pollution organique est inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO₅ ou supérieure à 1,2kg/j de DBO₅

IDENTIFICATION DU CONTRÔLE

Numéro de dossier

VENT 150 2020 168B

Propriétaire de l'immeuble

Identification du contrôle

Propriétaire (s)	Indivision Alfred CASTET
Adresse(s) de facturation	Chez Jany CASTET 58 Route de la Lande 65300 CLARENS Jany.castet@orange.fr

Date et heure de la visite :	26 Mai 2020
Personne présente lors du contrôle :	Le Propriétaire
Contrôleur en charge de l'intervention :	Cyrille DEJEANNE-VIAU
Locataire(s) le cas échéant :	Néant

Adresse cadastrale du terrain

Adresse postale du terrain

Référence cadastrale du terrain visé par le contrôle	
Section	B n° 167 à 172

Lieu-dit	Cloutette
Adresse	5 Cloutette

CONCLUSION DU CONTRÔLE

Conformément à l'annexe II de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, et suite à la visite du contrôleur le dispositif est considéré comme :

**FILIÈRE NON CONFORME
CAS C FILIÈRE INCOMPLÈTE**

Délaï des travaux obligatoires :

Pour le propriétaire actuel :
Travaux préconisés
Aucune obligation de travaux pour le propriétaire actuel
Néanmoins il est rappelé de réaliser les travaux prescrits en page 2.

En cas de vente de l'habitation :
Travaux obligatoires sous 1 an
A compter de la date de signature de l'acte authentique de vente, l'acquéreur disposera d'un délai d'un an pour effectuer les travaux de mise en conformité
(article L271-4 du code de la construction)

La Barthe de Neste, le **05 JUN 2020**

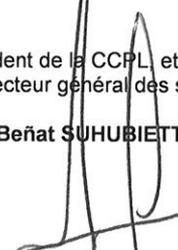
Le contrôleur S.P.A.N.C.

Cyrille DEJEANNE-VIAU




Pour le Président de la CCPL, et par délégation,
Le Directeur général des services,

Beñat SUHUBIETTE



TRAVAUX PRESCRITS POUR REHABILITER LA FILIERE CONTROLEE

Classification de la non-conformité	Type de non-conformité	Travaux de mise en conformité par ordre de priorité	Travaux obligatoires / préconisés
Cas C	Filière incomplète	<p>Mettre en œuvre une filière d'assainissement conforme à la réglementation en vigueur, à savoir que les prescriptions techniques du schéma directeur de la commune de CLARENS préconisent des filières drainées.</p> <p>Le rejet des eaux usées traitées pourra se faire dans le fossé privé présent sur la parcelle.</p>	Préconisés ou obligatoires en cas de vente

Classification :

- L1331-1-1 Absence d'installation
- Cas A Danger pour la Santé des Personnes
- Cas B Danger pour l'environnement
- Cas C Autres non-conformités
- Rec. Recommandations

Travaux obligatoires / préconisés :

- *Travaux obligatoires :*
A réaliser sous 4 ans à compter de la notification du rapport de visite.
- *Travaux préconisés :*
Recommandés pour améliorer le fonctionnement de la filière ANC.

Dans les 2 cas précédents, ces travaux deviennent obligatoires dans le cadre d'une transaction immobilière. Les travaux seront à la charge de l'acquéreur. Il disposera d'un an à compter de l'acquisition de l'immeuble pour réaliser les travaux de conformité.

Remarque(s) :

Démarches à suivre dans le cadre d'une réhabilitation partielle ou totale :

Les travaux de réhabilitation de l'assainissement non collectif devront faire l'objet d'une demande d'installation auprès du SPANC de la Communauté de Communes du Plateau de Lannemezan.

Les travaux ne pourront débuter qu'après accord expresse du SPANC et réception de l'arrêté municipal autorisant les travaux d'assainissement non collectif délivré par le Maire de la commune.

Périodicité des contrôles :

La filière de traitement des eaux usées sera suivie au plus tard tous les dix ans pour vérifier son bon fonctionnement.

Article L271-4 du Code de la Construction :

I. - En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En cas de vente publique, le dossier de diagnostic technique est annexé au cahier des charges.

Le dossier de diagnostic technique comprend, dans les conditions définies par les dispositions qui les régissent, les documents suivants : [...]

8° Le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif mentionné à l'article L. 1331-11-1 du code de la santé publique ;
- [...] En cas de non-conformité de l'installation d'assainissement non collectif lors de la signature de l'acte authentique de vente, l'acquéreur fait procéder aux travaux de mise en conformité dans un délai d'un an après l'acte de vente.

**Les investigations réalisées sur place en présence du propriétaire
ou de son représentant ont permis d'établir le rapport ci-joint**

DONNEES GENERALES

Urbanisme	Terrain situé en zone d'assainissement non collectif Si non dérogation ou prorogation du gestionnaire Densité de l'habitat Superficie du terrain	Terrain couvert par le zonage d'assainissement non collectif -- Habitat dispersé estimé > 7000 m ²
Immeuble	Type d'immeuble Nombre de pièces principales* (au sens de l'article R 111-1 du CCH) Capacité d'accueil (en équivalent-habitant) Nombre d'usager(s) régulier(s)	Habitation inhabitée 3 chambres + 1 séjour 4 équivalents-habitants 0 usager
A.N.C.	Superficie réservée pour le dispositif ANC Nombre d'immeuble(s) raccordé(s) sur le dispositif Année de réalisation de l'assainissement non collectif Installateur de l'assainissement non collectif	Environ 20 m ² 1 1971 Indéterminé
Environnement	Pente du terrain Cours d'eau proche (pérenne / temporaire) Zone inondable (connue des propriétaires ...) Point de captage d'eau à moins de 35m Si oui le captage est-il déclaré en mairie Alimentation en eau potable de l'immeuble Exutoire au droit du terrain	Faible, < 5% Non Non Non Sans objet Adduction d'eau potable de la commune Oui

Historique du précédent contrôle réalisé

Date du contrôle	Organisme contrôleur	Nature du contrôle	Résultat du contrôle
05/05/2008	Véolia	Bon fonctionnement	Satisfaisant

Modifications déclarées par le propriétaire depuis le précédent contrôle

- Sur la filière **Aucune modification réalisée sur le terrain depuis le précédent contrôle**
- Destination et taille de l'immeuble **Aucune modification réalisée sur le terrain depuis le précédent contrôle**
- Aménagement du terrain **Aucune modification réalisée sur le terrain depuis le précédent contrôle**

Passage du technicien lors du contrôle

- Lors du passage du technicien,
- les regards de contrôles étaient **En partie accessibles et ouverts**
 - le compteur d'eau était **Fermé**
- Dans ce cas le contrôle a été réalisé **Par un constat visuel**

Pièces présentées lors du contrôle

- Aucun.

Dimensionnement de la filière d'assainissement

Capacité d'accueil de l'immeuble (exprimé en équivalent-habitant) : **4 équivalents-habitants**
 Nombre d'usagers permanents ou réguliers dans l'immeuble : **0 équivalent-habitant**
 Capacité de traitement de la filière implantée sur le terrain : **0 équivalent-habitant**

*Concernant les installations significativement sous-dimensionnées,
le contrôleur s'attache à vérifier l'adéquation entre la capacité de traitement de l'installation et le flux de pollution à traiter ;
le sous dimensionnement est significatif si la capacité de l'installation est inférieure au flux de pollution à traiter dans un rapport de 1 à 2.*

DONNEES TECHNIQUES

Collecte des eaux pluviales

- Eaux usées et pluviales / ruissellement collectées séparément **Non les eaux pluviales sont dirigées vers les drains**
- Destination des eaux pluviales / ruissellement : **Drains avec exutoire vers fossé privé**
- Destination des eaux de piscine **Sans objet**

Collecte des eaux usées

Té / Regard de visite

Non

Regard accessible
//

Sécurité du dispositif
//

Mauvaise collecte
//

Présence d'odeurs
//

Dispositifs de traitement primaire (pré-traitement) et fonctionnement associé

Bac à graisses		Non avéré	
Accessible (Regard affleurant) //	Matériaux //	Volume utile //	Sous-dimensionné //
Hauteur de boues / Décantation //	Sécurité du dispositif //	Signes d'altération //	Présences d'odeur //
➤ Ventilation secondaire <i>Situé en aval du dispositif</i>	Bon état / Ø 100 Non	Sortie au-dessus du toit //	Tête de ventilation / Odeurs //
➤ Entretien courant de l'ouvrage	Dernière vidange / Fréquence //	Opérateur / Agréé //	Justificatif présenté //

Fosse septique / toutes eaux		Une fosse septique	
Accessible (Regard affleurant) Non	Matériaux Béton	Volume utile Indéterminé	Sous-dimensionné Indéterminé
Hauteur de boues / Décantation Indéterminé	Sécurité du dispositif Oui	Signes d'altération Indéterminé	Présences d'odeur Non
➤ Ventilation primaire <i>Situé en amont du dispositif</i>	Bon état / Ø 100 Oui	Sortie au-dessus du toit Non	Tête de ventilation / Odeurs Statique
➤ Ventilation secondaire <i>Situé en aval du dispositif</i>	Bon état / Ø 100 Oui	Sortie au-dessus du toit En hauteur contre le mur	Tête de ventilation / Odeurs Statique
➤ Entretien courant de l'ouvrage	Dernière vidange / Fréquence Jamais	Opérateur / Agréé //	Justificatif présenté //

Pré-filtre		Aucun	
Accessible (Regard affleurant) //	Matériaux //	Volume utile //	Sous-dimensionné //
Hauteur de boues / Décantation //	Sécurité du dispositif //	Signes d'altération //	Présences d'odeur //

Remarque(s) : les eaux de la cuisine se déversent dans le caniveau bordant la voie communale (dite cloutette).

Dispositifs de traitement secondaire et fonctionnement associé

Type de traitement		Drain(s) d'épandage sur déclaration avec rejet au fossé privé	
Dimensionnement	Côte du dispositif	Surface réservée	Sous-dimensionné
Indéterminé	Indéterminé	Indéterminé	Oui
Sécurité du dispositif	Eaux stagnantes en surface	Signes d'altération	Présences d'odeur
Oui	Non	Indéterminé	Non
➤ Ventilation associée <i>Si le dispositif en est doté</i>	Bon état / Ø 100 //	Sortie au-dessus du toit //	Tête de ventilation / Odeurs //
➤ Entretien courant de l'ouvrage	Dernière vidange / Fréquence //	Opérateur / Agréé //	Justificatif présenté //

Regards de visite (répartition, bouclage, contrôle) associés au dispositif de traitement :

Regard de :	Répartition	Bouclage	Collecte / Contrôle
Installé	Non	Non	//
Si oui, accessible	//	//	//
Absence signe d'altération	//	//	//
Sécurité du tampon	//	//	//
Absence eau stagnante, matière	//	//	//
Répartition / Collecte	//	//	//

Remarque(s) : toutes les eaux pluviales sont dirigées avec les eaux usées. Le rejet du trop plein n'a pas été identifié sur le terrain.

Postes de relevage / Chasse à auget

Nom du dispositif	Aucun		
Implantation	Regard accessible	Sécurité du dispositif	Volume de la bâchée
//	//	//	//
Ventilation du dispositif	Mauvaise odeur	Fonctionnement correct	Signe(s) d'altération
//	//	//	//

Remarque(s) : Sans objet.

Elimination des eaux usées (cas des filières drainées)

	Effluents non traités	Effluents traités
Mode d'évacuation Et dimensionnement	Gravitaire Indéterminé	Sans objet //
Point de rejet identifié	Fossé privé	//
Autorisation de rejet fournie	Sans objet	//
Ecoulement de l'exutoire	Intermittent	//
Entretien	Particulier	//
Nuisance olfactive	Non	//

Remarque(s) :

Contraintes pouvant gêner le bon fonctionnement de la filière contrôlée

- Contrainte de surface **Non**
- Contrainte de topographie **Non**
- Contrainte d'occupation **Non**
- Contrainte liée à un captage AEP **Non**
- Autre contrainte **Non**



Avertissement :

Rapport établi suite à une intervention effectuée par le Service Public d'Assainissement Non Collectif en application des arrêtés du 07 septembre 2009 modifié et du 27 avril 2012.

Le présent rapport est réalisé dans le cadre de l'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce bilan a pour seul objet de prévenir les risques de pollutions ou de danger pour la santé et la sécurité des personnes en déterminant les causes des éléments décrits et en établissant les travaux par ordre de priorité. Outre les conditions de la visite, il rend compte du descriptif de l'installation et de ses conditions de fonctionnement.

Le contrôle a été réalisé exclusivement sur la base d'informations et documents fournis par le propriétaire (ou son mandataire) lors de la visite.

Conformément à l'article L1331-11-1 du code de la santé publique, le présent document est valide pour **une durée de trois (3) ans** à compter de la date du contrôle.

Le propriétaire de l'immeuble déclare avoir pris connaissance de la redevance relative au contrôle de l'assainissement non collectif (Conformément à la réglementation - articles R2333-121 et suivants du CGCT - Délibération du Conseil Communautaire de la CCPL du 27 septembre 2006).

- Redevance pour un contrôle dans le cadre d'une transaction immobilière : **160 euros**

Rappel :

1. Les regards de visite devront rester apparents, à fleur de terrain, pour permettre l'entretien de tous les organes des dispositifs et permettre un contrôle.
2. Aucun arbre ne devra être implanté sur le dispositif ou à moins de 3 mètres des limites de celui-ci pour éviter toute dégradation.
3. Aucune installation hors-sol (abri, zone de stockage, ...) ne devra être construite sur la zone du système d'assainissement afin d'éviter tout dysfonctionnement. Il sera aussi interdit de circuler sur le système d'assainissement avec des véhicules pour les mêmes raisons.
4. Les eaux pluviales et de ruissellement ne devront pas être dirigées vers le dispositif d'assainissement non collectif mais éliminées indépendamment.

L'attention est apportée sur les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'ANC recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 dont un extrait est relaté ci-dessous :

« Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique.

En outre, elles ne doivent pas favoriser le développement de gîtes à moustiques susceptibles de transmettre des maladies vectorielles, ni engendrer de nuisance olfactive. Tout dispositif de l'installation accessible en surface est conçu de façon à assurer la sécurité des personnes et à éviter tout contact accidentel avec les eaux usées. »